

actalliance eu

CIDSE  
together for global justice



pbi  
abriendo espacios para la paz



obs  
a joint programme  
OHCHR fidh  
The Observatory  
for the Protection  
of Human Rights Defenders

## **Le Parlement Européen (PE) se mobilise en faveur des défenseurs des Droits humains au Guatemala**

- En 2016, 223 agressions contre des défenseurs et 14 assassinats ont été recensés, dont la plupart restent impunis.
- Le PE dénonce les campagnes d'intimidation et les menaces à l'encontre des fonctionnaires de l'appareil judiciaire.
- Le PE exhorte les autorités guatémaltèques à remplir leurs devoirs en matière des Droits humains et au parlement guatémaltèque à ratifier la proposition de réforme de la justice.

**Bruxelles 16 février, 2017.** Le Parlement Européen a approuvé aujourd'hui, lors de sa séance plénière à Strasbourg, une résolution d'urgence sur la situation des défenseurs des Droits humains au Guatemala. Ainsi, les députés européens expriment leur préoccupation, reconnaissent le travail des défenseurs et encouragent le gouvernement guatémaltèque à agir pour leur protection face aux graves attaques et risques qu'ils affrontent.

En effet, les chiffres sont alarmants. Le PE rappelle le fait qu'entre janvier et novembre 2016, 223 agressions, 14 assassinats et 7 tentatives de meurtre de défenseurs des Droits humains ont été recensées. 2017 a déjà vu l'assassinat de 2 défenseurs au Guatemala. La plupart de ces crimes ont été le coup final d'un long et répétitif cycle de violence.

Le PE signale également que les fonctionnaires du système judiciaire qui agissent contre l'impunité, travaillent dans un climat d'hostilité et font l'objet du harcèlement, de criminalisation, des tentatives de coercition, ainsi que des campagnes de dénigrement et intimidation.

C'est pourquoi, la résolution soutient aussi la réforme du secteur judiciaire présentée récemment au parlement guatémaltèque, visant mettre en place les modifications nécessaires qui consolident l'État de droit au pays.

### **Large soutien au Parlement Européen**

D'après Beatriz Becerra, vice-présidente de la Sous-commission des Droits humains et membre du groupe Alliance de Démocrates et Libérales (ALDE), « les défenseurs sont le meilleur actif pour l'accomplissement d'une justice indépendante. Cependant, ils sont calomniés, persécutés et même assassinés. Le gouvernement guatémaltèque se doit de les protéger avec des politiques publiques ambitieuses ».

Hans-Olaf Henkel, membre du groupe des Conservateurs et Réformistes Européens (ECR) a participé il y a un an dans une mission d'observation du Parlement Européen. « Depuis

ma visite, j'ai suivi de près cette grave situation et, même si j'avais des espoirs avec l'arrivée du nouveau président, aujourd'hui j'en suis déçu. La situation des avocats et des défenseurs des Droits humains est extrêmement préoccupante».

Pour Marina Albiol, du groupe GUE/NGL, «exprimer notre inquiétude n'est pas suffisant », car « la responsabilité de l'Union Européenne est claire. Il y a un lien entre la présence de sociétés transnationales et les attaques aux défenseurs des Droits qui s'opposent et se mobilisent contre les projets hydroélectriques, comme c'est le cas de POJOM II ou RENACE, des projets miniers comme FeNIX ou celui de la compagnie française PERENCO».

Finalement, Ernest Urtasun, membre du groupe des Verts/Alliance Libre Européenne est de l'avis que «ce n'est pas admissible que des représentants de pouvoir judiciaire, même le Directeur de la Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala (CICIG), Iván Velázquez, fassent l'objet d'attaques sans que l'État prenne des mesures efficaces. Dans la proposition de réforme de la justice constitutionnelle, élaborée avec la contribution de plusieurs secteurs du pays et actuellement en discussion au parlement local, nous voyons une lumière d'espoir, mais il faut qu'elle soit adoptée dans son ensemble».

### **Réactions de la société civile**

Des organisations internationales et réseaux de la société civile qui réunissent plus de 500 organisations, saluent cette initiative parlementaire et partagent les demandes et préoccupations y exprimées.

La société civile remarque notamment l'invitation que les députées font à l'UE pour qu'elle joue un rôle proactif dans la promotion de la sécurité des défenseurs des Droits humains, en adoptant des mesures et des mécanismes de protection efficaces dans le cadre du dialogue politique, de la coopération et des relations commerciales avec le Guatemala.

Les organisations espèrent que cette résolution portera un message clair aux autorités guatémaltèques pour qu'elles agissent et protègent les défenseurs, notamment les femmes, les paysans, les syndicalistes, les personnes discriminées en raison de leur orientation sexuelle et les peuples autochtones, qui travaillent pour une société démocratique, la défense de la terre, pour l'environnement, les Droits DESC, en faveur de la justice et contre l'impunité.

Plus d'information:

**Miguel Zumalacárregui** : (Organización Mundial Contra la Tortura, Marco Observatorio OMCT/FIDH, miembro de CIFCA)  
[mmz@omct.org](mailto:mmz@omct.org) - +32 2 218 3719

**Kerstin Reemtsma** : (Proyecto Guatemala de Brigades Internacionales de Paix)  
[repeuropea@pbi-guatemala.org](mailto:repeuropea@pbi-guatemala.org) - 32 470 595295